

Un salarié peut-il exiger le remboursement de ses frais de transport domicile-travail ?

Réponse courte

Au Luxembourg, l'**employeur n'a pas d'obligation légale** de rembourser les frais de transport domicile-travail, sauf disposition spécifique dans une **convention collective**, un accord d'entreprise ou le **contrat de travail**. Ces frais restent en principe à la charge du salarié, qui peut néanmoins bénéficier d'une modération forfaitaire d'impôt (loi modifiée du 4 décembre 1967).

Une **modération forfaitaire d'impôt pour frais de déplacement** est accordée automatiquement par l'administration fiscale selon la distance entre le domicile et le lieu de travail. Depuis 2020, les **transports publics sont gratuits** sur le territoire luxembourgeois. En cas de prise en charge volontaire de frais par l'employeur, le principe d'**égalité de traitement** (art. [L.121-6](#)) s'applique entre salariés placés dans une situation comparable.

Définition

Les **frais de transport domicile-travail** désignent l'ensemble des dépenses engagées par le salarié pour effectuer le **trajet** entre sa **résidence habituelle** et son **lieu de travail régulier**. Ces frais peuvent inclure les coûts liés à l'utilisation d'un **véhicule personnel** ou les **titres de transport transfrontaliers**.

Conditions d'exercice

Le tableau suivant récapitule les bases possibles de remboursement des frais de transport :

Base	Description
Contrat de travail	Disposition explicite dans le contrat individuel
Convention collective	Clause applicable au secteur ou à l'entreprise
Accord d'entreprise	Prévision expresse dans un accord collectif
Usage d'entreprise	Avantage constant, fixe et général (jurisprudence)
Décision unilatérale	Engagement écrit de l'employeur
Égalité de traitement	Application conforme à l'article L.121-6

Modalités pratiques

Le tableau ci-dessous présente les modalités pratiques de remboursement :

Étape	Action
Procédure	Formalisation d'un dossier de demande
Justificatifs	Conservation des pièces pendant la durée fiscale
Plafonds fiscaux	Respect des exonérations prévues par la LIR
Égalité	Application identique aux salariés comparables
Périodicité	Versement régulier (mensuel ou trimestriel)
Bulletin de salaire	Ligne distincte de la rémunération brute

Pratiques et recommandations

Il est recommandé de :

- Établir une **politique écrite** claire sur les modalités de remboursement
- Définir précisément les **frais éligibles** et non-éligibles
- Mettre en place un **formulaire standardisé** de demande
- Informer les salariés sur la **modération d'impôt forfaitaire**
- Documenter toutes les **décisions de remboursement**

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. L.121-4 Code du travail	Contenu obligatoire du contrat de travail
Art. L.121-6 Code du travail	Égalité de traitement entre salariés
Art. L.162-12 Code du travail	Dispositions des conventions collectives
Art. L.221-1 Code du travail	Rémunération et distinction avec les frais professionnels
Loi modifiée du 4 décembre 1967 (LIR)	Modération d'impôt pour frais de déplacement
Circulaires ACD	Barèmes kilométriques et plafonds annuels

Depuis mars 2020, les transports publics sont gratuits sur le territoire luxembourgeois. La modération d'impôt forfaitaire pour frais de déplacement reste applicable et est calculée automatiquement par l'administration fiscale selon un barème kilométrique, indépendamment du mode de transport utilisé.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.